

# L'intersyndicale symboliquement réunie devant l'école fermée de Limoges-Bellegarde

Hier, les représentants syndicaux du premier degré se sont réunis en début d'après-midi devant l'école de Limoges-Bellegarde, fermée en 2016, pour dénoncer les conditions dégradées dans lesquelles élèves et professeurs feront leur rentrée 2019. Une réunion symbolique en présence du maire de Razès, dont l'école pourrait perdre une classe.

Aux côtés de l'intersyndicale composée de représentants départementaux des SNUIPP FSU, SEUNSA, SNUDI-FO et SGEN-CFDT 87, Jean-Marc Leguay, maire de Razès, a évoqué la situation de sa commune où une classe est menacée de fermeture. «L'école passerait ainsi de 6 à 5 classes et je suis très inquiet, explique-t-il, car cela générerait automatiquement

la création de trois niveaux au moins dans une classe, et peut-être dans plusieurs en fonction des effectifs précise-t-il. Cette classe nous voulons la conserver pour pouvoir continuer à proposer à nos parents et à nos enfants un niveau d'éducation intéressant avec de bonnes conditions de travail pour nos enseignants. On part sur un rapport profs-élèves très insuffisant en Haute-Vienne avec 85% des fermetures intervenant en milieu rural. Ça ne passe pas ! J'éprouve de la lassitude car tous les ans nous sommes confrontés à cette arithmétique de l'Education nationale qui oublie de temps en temps d'intégrer les très petites sections que nous devons scolariser, car nous n'avons pas de créche à proposer aux parents. Indignation ! Car la loi impose de les compter».

Devant l'école fermée en 2016, Anabel Roy, pour le SE-UNSA 87 met en garde : «Voilà ce qui risque d'arriver à nos écoles rurales qui seront fortement touchées par ces mesures de carte scolaire à la rentrée prochaine. Sur la totalité des écoles menacées, 85% sont des écoles rurales qui vont payer un lourd tribut dû essentiellement au dédoublement des CP et CE1 en zones prioritaires. A priori, 17 suppressions de postes sont prévues en Haute-Vienne sur le premier degré. Nous ce que nous réclamons, c'est un plan de rattrapage de 60 postes pour que le département présente un taux d'encadrement acceptable, sachant qu'il faut aussi abonder la cellule de remplacement des collègues absents».

«Cette intersyndicale illustre les difficultés rencontrées partout sur



Les syndicalistes demandent un plan de rattrapage de 60 postes.

le département conclut Fabrice Prémaud, cosecrétaire du SNUIPP-FSU 87. Chaque jour, des classes ne sont pas remplacées. Pour que la brigade de remplacement soit efficace - sans

I.H.